

Prière d'afficher et de diffuser**APPEL DE CANDIDATURES – CONSEILLER.ÈRE JURIDIQUE VOLONTAIRE AU MALI, AU BURKINA FASO OU AU BÉNIN**

Poste :	Conseiller.ère juridique volontaire
Pays d'affectation:	Mali (Bamako), Bénin (Cotonou)
Durée:	1 mandat de six (6) mois et 3 mandats de douze (12) mois
Date de début:	Janvier 2024
Langue de travail:	Français
Conditions:	Mandat sur place : Les mandats sont de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billets d'avion) sont couverts par le programme. Le mandat est non accompagné. La/le volontaire doit participer à des séances de formation et préparation pré-départ.

Avocats sans frontières Canada (ASFC)

ASFC est une organisation non gouvernementale de coopération internationale dont la mission est de contribuer à la mise en œuvre des droits humains des personnes en situation de vulnérabilité, par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation juridique.

Contexte

ASFC est présentement à la recherche de conseiller.ère.s juridiques volontaires pour le projet, « Renforcer la santé et les droits sexuels et reproductifs au Bénin, au Burkina Faso et au Mali » (PLURIELLES).

Le projet PLURIELLES est mis en œuvre par un consortium d'organisations (ASFC, SOCODEVI et Santé Monde) et financé par Affaires Mondiales Canada. Ce projet vise à accroître la jouissance des droits de la personne relatifs à la santé et aux droits sexuels et reproductifs par les détenteurs et détentrices des droits les plus vulnérables et marginalisé.e.s, en particulier les femmes et les adolescentes au Bénin, au Burkina Faso et au Mali. C'est dans ce cadre qu'ASFC est à la recherche de volontaires devant soutenir la mise en œuvre du projet au Mali, au Burkina Faso et au Bénin.

Sécurité et mesures sanitaires

La sécurité des volontaires et des autres collaborateur.trices est au cœur des préoccupations des membres du consortium. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatrié.e.s, les volontaires et le personnel en mission court terme.

Le/la candidat.e sélectionné.e est formé.e en matière de sécurité et doit s'engager à respecter les mesures et protocoles, dont les politiques institutionnelles et les mesures sanitaires en lien avec la pandémie de la COVID-19 et le contexte sécuritaire. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, ASFC et ses partenaires du consortium peuvent reporter ou annuler le déploiement de volontaires sélectionné.e.s, notamment pour des motifs liés à la sécurité ou à la situation sanitaire.

Description du poste

Le/la conseiller.ère juridique volontaire est appelé.e à réaliser une diversité de tâches juridiques liées aux droits humains au sein du projet PLURIELLES. Alors que certain.e.s volontaires contribuent particulièrement à la documentation, à l'analyse de problématiques de droits humains et à la rédaction de rapports thématiques, d'autres participent à la préparation de propositions de réformes législatives, analysent la jurisprudence ou sont impliqué.e.s dans des dossiers de litige stratégique menés devant des tribunaux nationaux ou instances internationales. Il/elle peut être amené.e à soutenir la mise en œuvre des objectifs de plaidoyer en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs.

Concrètement, le/la volontaire peut être amené.e à réaliser les tâches suivantes :

- Apporter un appui technique et juridique à l'équipe du projet au Mali, au Burkina Faso ou au Bénin, ainsi qu'aux avocat.e.s, aux partenaires, en matière de litige touchant les droits des femmes et des adolescentes, particulièrement les violences basées sur le genre et offrir un appui aux cas emblématiques;
- Contribuer au renforcement et à l'accroissement des capacités techniques des avocat.e.s partenaires et des stagiaires en matière de traitement des violences basées sur le genre par des outils méthodologiques ou de formation;
- Appuyer l'élaboration d'argumentaires et d'analyses juridiques relatifs aux cas de violences basées sur le genre ou aux cas emblématiques de graves violations de droits humains;
- Réaliser des recherches et analyses, et participer à la rédaction de documents juridiques liés à des cas de violences faites aux femmes et aux adolescentes, ainsi que sur des thèmes de droits humains, droit pénal international, droit international humanitaire, justice de genre, violence sexuelle, droits sexuels et reproductifs, etc.;
- Appuyer l'analyse et la systématisation de la jurisprudence;
- Appuyer le processus de collecte, l'analyse et la triangulation des informations pour la préparation de documents;
- Participer aux activités de plaidoyer auprès des autorités (appui à l'élaboration d'argumentaires);
- Appuyer l'organisation d'activités, dont des ateliers de formation destinés à la société civile, aux cabinets partenaires et aux fonctionnaires publics;
- Soutenir l'évaluation des compétences techniques des organisations partenaires en matière de traitement des violences faites aux femmes et proposer des actions de renforcement des capacités pour la durée du mandat;
- Participer à la rédaction de documents soumis aux tribunaux nationaux ou aux instances régionales et internationales;
- Participer à la documentation et la systématisation de cas, incluant l'organisation, l'évaluation et la classification de preuves;

- Rédiger des articles sur le travail juridique réalisé (principalement pour le site web d'ASFC et du projet);
- Appuyer le renforcement organisationnel incluant l'organisation du travail, la gestion de l'information, les communications, etc.

Qualifications

- Formation universitaire en droit;
- Maîtrise du français parlé et écrit;
- Connaissances en matière de droit pénal international et/ou de droits humains, et/ou de justice de genre et violence sexuelle et/ou de santé et droits sexuels et reproductifs;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique;
- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit international;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travailler sous pression etc.);
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs d'ASFC et des organisations membres du consortium;
- Capacité à travailler en équipe, en contexte multidisciplinaire et dans un environnement multiculturel, entregent, intelligence interpersonnelle, esprit d'initiative et débrouillardise;
- Capacité à s'intégrer à des dynamiques de travail variées;
- Disponibilité pour voyager à l'intérieur du pays dans le cadre du mandat, si les conditions sanitaires et sécuritaires le permettent ;
- Compétences informatiques de base (Word, Excel, Outlook);
- Respect absolu de la confidentialité de l'information traitée au sein du projet.

Atouts

- Maîtrise ou doctorat en droit;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience en gestion de projet et connaissance de la gestion axée sur les résultats;
- Expérience de travail dans un pays d'Afrique de l'Ouest;



- Connaissances du contexte social, économique et juridique du pays ou d'autres pays en développement ou en situation post-conflit.
- Connaissance du fonctionnement de la cour de justice de la CEDEAO et des mécanismes de protection des droits humains de l'Union africaine et au niveau international;
- Expérience auprès des associations d'aide aux femmes victimes de violences ou en matière d'accès à la justice des femmes victimes de VBG.

Conditions d'admissibilité

- De nationalité canadienne;
- Être couvert.e par le régime d'assurance santé de son pays d'origine ou par un régime privé;
- Être disponible pour participer à une formation pré-départ.

Processus de sélection

Les candidat.e.s intéressé.e.s doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae en français) à recrutement.pcv@asfcanada.ca en indiquant dans l'objet « Conseiller.ère juridique volontaire pour le projet PLURIELLES» **au plus tard le 8 octobre 2023.**

Nous remercions tous.tes les candidat.e.s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées seront contactées.